

1
- 1485 / 1 - 93 / 94

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

10 JUIN 1994

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal n° 20 du
20 juillet 1970 fixant le taux de
la taxe sur la valeur ajoutée et
déterminant la répartition
des biens et des services
selon ces taux**

(Déposée par M. Cordeel)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le relèvement du taux de la TVA de 19,5 % à 20,5 %, la diminution du pouvoir d'achat résultant des charges nouvelles que l'on impose une fois de plus aux citoyens et l'augmentation de la fiscalité sur les secondes résidences et les habitations données en location mettent en péril le secteur du bâtiment. Seule la modicité des taux hypothécaires permet d'éviter pour l'instant que le secteur connaisse une crise grave.

La TVA a en outre été augmentée deux fois en moins de deux ans. En avril 1992, elle a été portée de 17 à 19,5 %, sous le prétexte d'une harmonisation européenne de la fiscalité indirecte, et elle vient d'être à nouveau augmentée en vue d'assurer le financement du plan global.

Si elles permettent de soulager le budget à très court terme, ces augmentations ont toutefois un effet négatif à moyen terme.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

- 1485 / 1 - 93 / 94

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

10 JUNI 1994

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk
besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot
vaststelling van de tarieven van de
belasting over de toegevoegde waarde
en tot indeling van de goederen en de
diensten bij die tarieven**

(Ingediend door de heer Cordeel)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De verhoging van de BTW van 19,5 naar 20,5 %, de daling van de koopkracht door de nieuwe lasten die de burgers opnieuw opgelegd worden en de extra-belasting op tweede woningen en huurwoningen, brengen de toekomst van de bouwsector in gevaar. Alleen de lage hypothecaire rente vermijdt momenteel een diepe crisis in de sector.

Bovendien is de BTW in minder dan twee jaar tijd al twee keer verhoogd: in april 1992 van 17 naar 19,5 % onder het mom van de Europese harmonisatie van de indirecte belastingen en nu voor de financiering van het crisisplan.

Brengen deze verhogingen op heel korte termijn enig budgettair soelaas, op middellange termijn zijn zij echter contraproductief.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

Une réduction substantielle des impôts dans le secteur de la construction aurait par contre une incidence positive sur le budget ainsi que sur l'emploi.

La réduction de la TVA peut se défendre sur les plans budgétaire, économique et social. Nous avons élaboré à cet égard deux scénarios : une réduction de la TVA à 6 %, assortie d'un réinvestissement de 100 % du gain que cette réduction de TVA apporte au maître de l'ouvrage ou une réduction identique assortie d'un réinvestissement de 50 % dudit gain.

La baisse de la TVA permettra de réduire de 14,5 % le coût de construction d'une nouvelle habitation. De nombreux citoyens sont actuellement contraints de se tourner vers le marché du travail au noir en raison des coûts trop élevés dans le secteur de la construction. Une réduction substantielle de la TVA permettra de réduire fortement l'importance de l'économie parallèle dans le secteur de la construction.

L'expérience montre que, dans le cas d'un taux de TVA de 20,5 %, l'économie parallèle n'absorbe pas moins de 15 % des recettes de TVA. On admet que ce pourcentage serait réduit de moitié si les taux de TVA étaient de 6 %. Des calculs montrent qu'une réduction du taux de la TVA à 6 % réduirait de moitié l'économie parallèle et générerait des recettes supplémentaires de TVA de quelque 4,41 milliards de francs.

Il existe également un circuit parallèle dans le domaine de l'emploi. On peut supposer que 30 000 des 90 000 ouvriers qui travaillent dans le secteur du bâtiment relèvent de l'économie parallèle. Une baisse suffisamment importante de la TVA (à 6 %) ramènerait ce chiffre à 25 000 ouvriers. Les 5 000 personnes qui passeraient à l'économie officielle ne seraient toutefois pas toutes récupérées par la sécurité sociale et par le fisc étant donné que la moitié d'entre elles (2 500) feraient des heures supplémentaires ou aideraient des membres de leur famille pendant le week-end.

Ces 2 500 personnes, travaillant auparavant dans l'économie parallèle, cotiseraient donc désormais à la sécurité sociale et alimenteraient les caisses de l'Etat, ce qui rapporterait 2,2 milliards de francs (0,35 milliard de recettes fiscales et 1,85 milliard de recettes parafiscales) aux pouvoirs publics.

Le chiffre de 5 000 personnes actives qui passeraient de l'économie officielle à l'économie parallèle n'est certainement pas surestimé, et ce, pour quatre raisons.

Premièrement, la baisse de la TVA réduira le coût de la construction dans une mesure telle que l'on préférera faire appel à des hommes de métier spécialisés plutôt qu'à des amateurs de l'économie parallèle.

Deuxièmement, l'avantage financier réduit ne justifiera plus que l'on prenne le risque d'être découvert.

Een ingrijpende verlaging van de belastingen in de bouwsector zal daarentegen op korte termijn niet alleen voor de begroting, maar eveneens voor de werkgelegenheid positieve gevolgen hebben.

Een BTW-verlaging is budgettair, economisch en sociaal-maatschappelijk verdedigbaar. We gaan uit van twee mogelijke scenario's : een BTW-verlaging naar 6 % met een herinvestering van 100 % en één met een herinvestering van 50 % van de winst die de bouwheer, dankzij de BTW-verlaging maakt.

De BTW-verlaging zal de bouwkost van een nieuwe woning doen dalen met 14,5 %. Tal van burgers kunnen momenteel niet anders dan een beroep doen op de informele arbeidsmarkt wegens de té hoge bouwkost. Een ingrijpende BTW-verlaging zal de omvang van de informele economie in de bouwsector fors reduceren.

Uit de praktijk blijkt dat bij een BTW-percentages van 20,5 % de informele economie een omvang van wel 15 % op het te innen BTW-bedrag aanneemt. Bij BTW-percentages van 6 % wordt aangenomen dat dit maar de helft zal zijn of 7,5 %. Berekeningen tonen aan dat een BTW-verlaging tot 6 % de informele economie halveert en extra BTW-ontvangsten van 4,41 miljard frank oplevert.

Ook op het stuk van de tewerkstelling bestaat er een informeel circuit. Van de 90 000 arbeiders die actief zijn in de woningbouw mogen we veronderstellen dat er 30 000 in de informele economie werken. Bij een voldoende grote daling van de BTW (tot 6 %) zakt dit cijfer naar 25 000 arbeiders. Niet alle 5 000 mensen die overstappen naar de officiële economie zijn echter aanwinsten voor de sociale zekerheid en de inkomensbelasting. De helft (2 500) doet immers overuren of helpt familieleden in het weekend.

Die 2 500, vroeger actief in de informele economie, dragen nu bij aan de sociale zekerheid en de staatskas. De opbrengst voor de overheid bedraagt aldus 2,2 miljard frank (0,35 miljard fiscale ontvangsten en 1,85 miljard parafiscale ontvangsten).

Het cijfer van 5 000 actieven die overstappen van de informele naar de formele economie is zeker niet overschat, om een viertal redenen.

Ten eerste wordt de bouwkost door de BTW-daling zo aanzienlijk verlaagd dat men liever met gespecialiseerde beroepsmensen wil gaan werken dan een beroep te doen op amateurs uit de informele economie.

Ten tweede zal het risico om ontdekt te worden niet langer opwegen tegen het geringe financiële voordeel.

Troisièmement, le maître de l'ouvrage qui recourra à un entrepreneur enregistré (ce qui est impossible dans l'économie parallèle) bénéficiera d'une meilleure protection légale.

Quatrièmement, celui qui ne fait pas appel à un entrepreneur ne peut se procurer les matériaux de construction par l'intermédiaire de celui-ci et est ainsi obligé de les acheter en payant le taux de TVA majoré de 20,5 %.

Le modèle économétrique Comobel, admis par tous, permet de déterminer dans quelle mesure les candidats acheteurs sont sensibles aux fluctuations du coût des habitations neuves (en l'occurrence, à la suite d'une baisse du taux de la TVA).

Or, une simulation basée sur ce modèle économétrique montre qu'une baisse de la TVA de 20,5 % à 6 % entraîne une augmentation de 13 % du nombre d'habitations mises en chantiers, ce qui représente 6 000 habitations neuves sur un total de 45 000.

Analyse coûts / profits d'une réduction de 14,5 % du taux de la TVA

1) Les coûts pour les pouvoirs publics :

— perte de 14,5 % de TVA sur 45 000 logements nouvellement construits en 1993. Le prix d'un logement moyen s'élève à 4,5 millions de francs TVA comprise ou 3,73 millions de francs hors TVA. Cela représente une perte de recettes de 541 000 francs par logement soit 24,35 milliards de francs sur un nombre total de 45 000 nouveaux logements.

2) Les profits pour les pouvoirs publics :

— 6 000 logements supplémentaires produisent 1,24 milliard de recettes de TVA supplémentaires ($6\,000 \times 3,73 \text{ millions de francs} \times 0,06 \times 0,925$);

— la construction d'un logement supplémentaire procure du travail à deux ouvriers pendant deux ans. Etant donné que la baisse de la TVA entraînera la construction de 6 000 nouveaux logements, il s'ensuivra la création de 12 000 nouveaux emplois dans le secteur de la construction. Si l'on tient compte en outre de l'effet multiplicateur qu'exerce le secteur de la construction sur d'autres secteurs (la sous-traitance) et dont on admet généralement qu'il représente 1,51, ces 6 000 logements généreront 18 120 nouveaux emplois. Ces emplois sont généralement occupés par des hommes et donc par des chefs de famille. Ce dernier point est important pour le calcul des plus-values de recettes dans le secteur de la sécurité sociale;

— les plus-values de recettes que représente, pour la sécurité sociale, l'embauche d'un chômeur chef de famille se montaient à 373 591 francs en 1993 (Planning Papers du Bureau du Plan, septembre 1993). Il s'ensuit que la création de 13 082 nouveaux emplois ($18\,120 \times 0,722$) représente pour les pouvoirs publics des recettes d'un montant total de 4,89 milliards de francs;

— le fait de ne plus verser des allocations de chômage permet de réaliser une économie annuelle moyenne de 368 316 francs par chef de famille (chif-

Ten derde is de bouwheer die een beroep doet op een geregistreerde aannemer (wat onmogelijk is in de informele economie) beter beschermd door de wet.

Ten vierde heeft het niet werken met een aannemer tot gevolg dat men de bouwmaterialen niet kan kopen via de aannemer en daardoor een verhoogd BTW-tarief van 20,5 % blijft betalen.

Via het algemeen aanvaarde econometrisch model Comobel kan men de gevoeligheid van de koper nagaan voor wijzigingen van de kostprijs van nieuwe woningen (in dit geval door een daling van de BTW).

Uit een simulatie met dit econometrisch model blijkt dat een BTW-verlaging van 20,5 % naar 6% het aantal begonnen woningen doet stijgen met 13 % of 6 000 nieuwe woningen op een totaal van 45 000.

Kosten-batenanalyse van een BTW-verlaging van 14,5 %

1) De kosten voor de overheid :

— verlies van 14,5 % BTW op 45 000 nieuw gebouwde woningen in 1993. De kostprijs van een gemiddelde woning bedraagt 4,5 miljoen frank, inclusief BTW of 3,73 miljoen frank exclusief BTW. Dit betekent een verlies aan inkomsten van 541 000 frank per woning of 24,35 miljard frank op een totaal van 45 000 nieuwe woningen.

2) De baten voor de overheid :

— 6 000 extra woningen geven extra BTW-ontvangsten van 1,24 miljard frank ($6\,000 \times 3,73 \text{ miljoen frank} \times 0,06 \times 0,925$);

— voor het bouwen van 1 extra woning zijn 2 extra manjaren nodig. Gezien door de BTW-verlaging 6 000 nieuwe woningen worden gebouwd, geeft dit in totaal 12 000 extra werkplaatsen in de bouw. Houden we dan nog rekening met het algemeen erkende multiplicatoreffect (1,51) dat de bouw heeft op andere sectoren (toeleveringssectoren), dan zijn die 6 000 woningen goed voor 18 120 nieuwe arbeidsplaatsen. Die arbeidsplaatsen worden voornamelijk door mannen en dus door gezinshoofden bezet. Dit is belangrijk bij de berekening van meerontvangsten in de sociale zekerheid;

— de meerontvangsten in de sociale zekerheid doordat één gezinshoofd niet langer werkloos is, bedragen 373 591 frank in 1993 (Planning Papers van het Planbureau, september 1993). De totale opbrengst voor de overheid van 13 082 ($18\,120 \times 0,722$) nieuwe arbeidsplaatsen komt zo op 4,89 miljard frank;

— de winst door het niet meer uitbetalen van werkloosheidsuitkeringen bedraagt, gemiddeld per gezinshoofd 368 316 frank (cijfers op 1 juli 1993) per

fres au 1^{er} juillet 1993). Les pouvoirs publics devront donc déboursier 4,82 milliards de moins dans le secteur des allocations de chômage, du fait que 13 082 personnes n'émargèrent plus au chômage;

— le profit que cela représente en termes d'impôts sur les revenus (étant donné que le revenu d'un chômeur est inférieur à celui d'un actif) s'élève à 140 000 francs (chiffres Planning Papers 1987) par an (pour 1993, ce chiffre sera nettement supérieur en raison des récentes vagues de nouvelles impositions), soit au total 1,83 milliard de francs;

— en supposant que les ménages affectent en moyenne 4,5 millions de francs à l'acquisition d'une nouvelle habitation, on peut calculer qu'une réduction du taux de TVA à 6 % leur permettrait d'économiser, par habitation, 541 000 francs qui peuvent être réinvestis.

En 1993, 45 000 habitations nouvelles ont été construites en Belgique. Nous envisageons deux possibilités, soit les ménages réinvestissent 50 % du montant de 541 000 francs (a), soit ils réinvestissent 100 % (b);

a) si les ménages réinvestissent 50 % (voir tableau 1), le total des sommes réinvesties s'élève à 12.17 milliards de francs ($270\,500 \times 45\,000$).

Il ressort d'un rapport que l'OCDE vient de publier que le Belge épargne 18 francs sur chaque revenu supplémentaire de 100 francs. Même dans cette hypothèse, les ménages peuvent encore dépenser 82 % des 12,17 milliards de francs précités, soit 9,98 milliards de francs. Sur les 12,17 milliards de francs qui sont réinvestis, l'Etat prélève 6 % de TVA, ce qui représente un montant de 0,73 milliard de francs. Des 9,98 milliards de francs que les ménages peuvent dépenser en plus, l'Etat récupère 20,5 % (nous proposons uniquement une réduction de la TVA dans le secteur de la construction), soit un montant de 2,05 milliards de francs. Produit global : 2,78 milliards de francs. Et ce montant pourrait bien être plus élevé, car une augmentation de la consommation (2,05 = produit de la TVA) entraîne une hausse de la demande, qui peut à son tour contribuer à la création d'emplois nouveaux.

Le réinvestissement de 12,4 milliards de francs permet de créer 6 888 emplois nouveaux dans le secteur de la construction (nous comptons en l'occurrence sur 2,5 hommes/année par habitation, étant donné que des habitations plus onéreuses sont plus grandes et plus complexes), soit, compte tenu de l'effet multiplicateur et de l'économie parallèle, 7 509 ($6\,888 \times 1,51 \times 0,722$) emplois nouveaux. Ces 7 509 emplois nouveaux génèrent un produit de 6,62 milliards de francs pour les pouvoirs publics (cf. raisonnement ci-dessus):

b) si chaque ménage qui fait construire une habitation réinvestit le montant épargné sur la TVA dans des projets de construction, soit au total 24,35 milliards de francs, cet investissement génère 13 776 emplois nouveaux ou 15 019 ($13\,776 \times 1,51 \times 0,722$) si l'on tient compte du multiplicateur et de l'économie parallèle. Le produit d'un tel réinvestisse-

jaar. De overheid moet dus 4,82 miljard frank minder uitkeren in de sector werkloosheid doordat 13 082 mensen minder aangewezen zullen zijn op werkloosheidsuitkeringen;

— de winst voor de inkomstenbelastingen (gezien het inkomen van een werkloze lager ligt) bedraagt 140 000 frank (cijfers Planning Papers 1987) per jaar (dit cijfer zal voor 1993, door de recente belastinggolven, veel hoger liggen) of totaal 1,83 miljard frank;

— in de veronderstelling dat gezinnen gemiddeld 4,5 miljoen frank spenderen aan een nieuwe woning, leidt de BTW-verlaging tot 6 % tot een opbrengst voor die gezinnen van 541 000 frank per woning, die men opnieuw kan investeren.

In 1993 werden 45 000 nieuwe woningen gebouwd in België. We gaan uit van twee mogelijke hypothesen, namelijk gezinnen herinvesteren 50 % van het bedrag van 541 000 frank (a) of ze herinvesteren 100 % (b);

a) indien de gezinnen 50 % herinvesteren (zie tabel 1) geeft dit een herinvesteringsbedrag van 12,17 miljard frank ($270\,500 \times 45\,000$).

Uit een pas verschenen OESO-rapport blijkt dat de Belg van ieder extra inkomen van 100 frank, 18 frank spaart. Zelfs dan blijft van die 12,17 miljard frank nog 82 % of 9,98 miljard frank over om te consumeren. Op de 12,17 miljard frank die opnieuw geïnvesteerd wordt, heft de Staat 6 % BTW of een bedrag van 0,73 miljard frank. Op de 9,98 miljard frank die de gezinnen extra kunnen consumeren, krijgt de Staat 20,5 % (alleen een BTW-verlaging in de bouwsector wordt voorgesteld) of een bedrag van 2,05 miljard frank. Totale opbrengst : 2,78 miljard frank. Dit bedrag kan wel hoger zijn omdat een stijging van de autonome consumptie (2,05 = BTW-opbrengst) de vraag doet stijgen, wat kan leiden tot bijkomende tewerkstelling.

De herinvestering van 12,4 miljard frank is goed voor 6 888 (we rekenen hier op 2,5 manjaar per woning gezien duurdere woningen groter en complexer worden) nieuwe arbeidsplaatsen in de bouwsector of, rekening houdend met het multiplicator-effect en de informele economie, 7 509 ($6\,888 \times 1,51 \times 0,722$) nieuwe arbeidsplaatsen. Deze 7 509 nieuwe arbeidsplaatsen genereren voor de overheid een opbrengst van 6,62 miljard frank (cf. bovenstaande redenering);

b) indien elk gezin dat bouwt het uitgespaarde BTW-bedrag, namelijk 24,35 miljard frank, opnieuw investeert in bouwprojecten (zie tabel 2), dan genereert deze investering 13 776 nieuwe arbeidsplaatsen of 15 019 ($13\,776 \times 1,51 \times 0,722$) als men rekening houdt met de multiplicator en de informele economie. De opbrengst via de BTW-ontvangsten be-

ment représente 1,35 milliard de francs au niveau des recettes de TVA ($24,35 \times 0,06 \times 0,925$). De plus, 15 019 emplois nouveaux génèrent 13,25 milliards de francs de recettes fiscales et parafiscales.

TABLEAU 1

**Tableau synoptique réduction de la TVA à 6 %
Les ménages réinvestissent 50 %**

Profits	en milliards de francs
1) recettes de TVA sur 6 000 habitations supplémentaires :	1,24
2) 13 082 emplois supplémentaires :	11,54
— cotisations supplémentaires de sécurité sociale	4,89
— diminution du nombre d'allocations de chômage	4,82
— recettes supplémentaires au niveau de l'impôt sur le revenu	1,83
3) les ménages réinvestissent 50 % :	9,40
— 7 509 emplois	6,62
— recettes supplémentaires de TVA	
- 6 % sur le montant réinvesti	0,73
- 20,5 % sur la consommation des ménages	2,05
4) économie parallèle :	6,61
- recettes supplémentaires de TVA	4,41
- recettes sociales et fiscales	2,20
TOTAL PROFITS :	28,79
TOTAL COUTS : diminution des recettes de TVA	24,35
SOLDE	+ 4,44

Dans l'hypothèse où les ménages réinvestiraient 50 %, la réduction du taux de la TVA à 6 % permettrait de créer 20 591 emplois.

TABLEAU 2

**Tableau synoptique réduction de la TVA à 6 %
Les ménages réinvestissent 100 %**

Profits	en milliards de francs
1) recettes de TVA sur 6 000 habitations supplémentaires :	1,24
2) 13 082 emplois supplémentaires :	11,54
— cotisations supplémentaires de sécurité sociale	4,89
— diminution du nombre d'allocations de chômage	4,82
— recettes supplémentaires au niveau de l'impôt sur le revenu	1,83
3) les ménages réinvestissent 100 % :	14,60
— 15 019 emplois	13,25
— recettes supplémentaires de TVA	
- 6 % sur le montant réinvesti	1,35
4) économie parallèle :	6,61
- recettes supplémentaires de TVA	4,41
- recettes sociales et fiscales	2,20
TOTAL PROFITS :	33,99
TOTAL COUTS : diminution des recettes de TVA	24,35
SOLDE	+ 9,64

Dans l'hypothèse où les ménages réinvestiraient 100 %, la réduction du taux de la TVA à 6 % permettrait de créer 28 099 emplois.

*
* *

draagt dan 1,35 miljard frank ($24,35 \times 0,06 \times 0,925$). Bovendien zijn 15 019 nieuwe arbeidsplaatsen goed voor 13,25 miljard frank fiscale en parafiscale ontvangsten.

TABEL 1

**Overzichtstabel daling BTW tot 6 %
De gezinnen herinvesteren 50 %**

Baten	in miljarden frank
1) BTW-ontvangsten op 6 000 bijkomende woningen :	1,24
2) 13 082 bijkomende arbeidsplaatsen :	11,54
— extra sociale-zekerheidsbijdragen	4,89
— minder werkloosheidsuitkeringen	4,82
— meer inkomstenbelasting	1,83
3) de gezinnen herinvesteren 50 % :	9,40
— 7 509 arbeidsplaatsen	6,62
— extra BTW-ontvangsten	
- 6 % op herinvesteringsbedrag	0,73
- 20,5 % op consumptie gezinnen	2,05
4) informele economie :	6,61
- extra BTW-ontvangsten	4,41
- sociale en fiscale ontvangsten	2,20
TOTAAL BATEN :	28,79
TOTAAL KOSTEN : verlies aan BTW :	24,35
SALDO	+ 4,44

De BTW-daling tot 6 %, in de veronderstelling dat de gezinnen 50 % herinvesteren, heeft een tewerkstellingseffect van 20 591 arbeidsplaatsen.

TABEL 2

**Overzichtstabel daling BTW tot 6 %
De gezinnen herinvesteren 100 %**

Baten	in miljarden frank
1) BTW-ontvangsten op 6 000 bijkomende woningen :	1,24
2) 13 082 bijkomende arbeidsplaatsen :	11,54
— extra sociale-zekerheidsbijdragen	4,89
— minder werkloosheidsuitkeringen	4,82
— meer inkomstenbelasting	1,83
3) de gezinnen herinvesteren 100 % :	14,60
— 15 019 arbeidsplaatsen	13,25
— extra BTW-ontvangsten	
- 6 % op herinvesteringsbedrag	1,35
4) informele economie :	6,61
- extra BTW-ontvangsten	4,41
- sociale en fiscale ontvangsten	2,20
TOTAAL BATEN :	33,99
TOTAAL KOSTEN : verlies aan BTW :	24,35
SALDO	+ 9,64

De BTW-daling tot 6 %, in de veronderstelling dat de gezinnen 100 % herinvesteren, heeft een tewerkstellingseffect van 28 099 arbeidsplaatsen.

*
* *

D'un point de vue budgétaire, l'abaissement du taux de TVA à 6 % est donc possible.

Outre qu'il aura une incidence favorable sur le budget, cet abaissement est également souhaitable sur le plan social, dans la mesure où il est susceptible d'éliminer la discrimination dont sont victimes de nombreuses familles flamandes par rapport aux familles wallonnes, qui, quant à elles, rénovent davantage qu'elles ne construisent (le taux de TVA applicable aux travaux de rénovation est actuellement de 6 % si le logement date de 20 ans au moins).

Enfin, on peut se demander si la perception d'un taux de TVA élevé est compatible avec les droits socio-économiques fondamentaux garantis par notre Constitution depuis le vote des accords de la Saint-Michel.

Een BTW-daling naar 6 % is dus budgettair mogelijk en verantwoord.

Behalve dat ze voordelig is voor de begroting is een verlaging van de BTW ook sociaal-maatschappelijk gewenst. Zij kan de discriminatie van de vele Vlaamse gezinnen ten opzichte van de Waalse gezinnen, die meer aan vernieuwbouw doen (het BTW-tarief daarvoor is momenteel 6 %, indien de woning minstens 20 jaar oud is) ongedaan maken.

Tenslotte rijst de vraag of een hoge BTW-heffing verenigbaar is met de sociaal-economische grondrechten die onze grondwet sinds het Sint-Michielsakkoord waarborgt.

M. CORDEEL

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

A la rubrique XXXI du tableau A de l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 1°, les mots « la construction » sont insérés entre les mots « avoir pour objet » et les mots « la transformation »;

2° au § 1^{er}, le 3° est supprimé;

3° au § 3, 1°, les mots « de construction » sont insérés entre les mots « les travaux » et les mots « de transformation ».

Art. 2

Une rubrique XXXIIIbis, libellée comme suit, est insérée dans le tableau A de la même annexe :

« XXXIIIbis. — § 1^{er}. Le taux réduit de 6 % s'applique :

A) aux livraisons des bâtiments ci-après et aux constitutions, cessions et rétrocessions de droits réels portant sur de tels bâtiments, qui ne sont pas exemptées par l'article 44, § 3, 1° du Code, lorsque ces bâtiments sont destinés au logement social :

a) les logements privés qui sont livrés et facturés aux sociétés régionales de logement, aux sociétés agréées par celles-ci, aux provinces, aux sociétés intercommunales, aux communes, aux centres publics intercommunaux d'aide sociale, et aux sociétés holding mixtes à majorité publique et qui sont destinés à être donnés en location par ces institutions ou ces sociétés comme habitations sociales;

b) les logements privés qui sont livrés et facturés aux sociétés régionales de logement, aux sociétés agréées par celles-ci et aux centres publics d'aide sociale, et qui sont destinés à être vendus par ces sociétés ou centres comme habitations sociales;

c) les logements privés qui sont livrés et facturés comme logement social par les sociétés régionales de logement, par les sociétés agréées par celles-ci et par les centres publics d'aide sociale;

d) les complexes d'habitation qui sont destinés à être utilisés pour l'hébergement des personnes âgées, des élèves et étudiants, des mineurs d'âge, des sans-abri et des personnes en difficulté, et qui sont livrés

WETSVOORSTEL

Artikel 1

In rubriek XXXI van tabel A van de bijlage van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1° wordt tussen de woorden « moeten » en het woord « omvorming » het woord « bouw » ingevoegd;

2° in § 1, wordt het 3° geschrapt;

3° in § 3, 1°, *in limine* worden voor de woorden « het verbouwen » de woorden « het bouwen » toegevoegd.

Art. 2

In tabel A van dezelfde bijlage wordt een rubriek XXXIIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« XXXIIIbis. — § 1. Het verlaagd tarief van 6 % is van toepassing op :

A) de leveringen van nagenoemde gebouwen en vestigingen, overdrachten en wederoverdrachten van zakelijke rechten op dergelijke gebouwen, die niet zijn vrijgesteld door artikel 44, § 3, 1° van het Wetboek, wanneer de gebouwen bestemd zijn voor sociale huisvesting :

a) privé-woningen die worden geleverd en gefactureerd aan de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen, aan de door hen erkende maatschappijen voor sociale huisvesting, aan de provincies, aan de intercommunales, aan de gemeenten, aan de intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn, en aan de gemengde holdingmaatschappijen waarin de overheid een meerderheid heeft, en die door deze instelling of maatschappijen worden bestemd om als sociale woningen te worden verhuurd;

b) privé-woningen die worden geleverd en gefactureerd aan de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen, aan de door hen erkende maatschappijen voor sociale huisvesting en aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en die door deze maatschappijen of centra worden bestemd om als sociale woningen te worden verkocht;

c) privé-woningen die als sociale woning worden geleverd en gefactureerd door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen, door de door hen erkende maatschappijen voor sociale huisvesting en door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

d) woningcomplexen bestemd om te worden gebruikt voor de huisvesting van bejaarden, leerlingen en studenten, minderjarigen, thuislozen en personen in moeilijkheden, en die worden geleverd en gefactu-

et facturés à des personnes de droit public ou de droit privé qui gèrent :

1° des établissements d'hébergement pour personnes âgées qui sont reconnus par l'autorité compétente dans le cadre de la législation en matière de soins des personnes âgées;

2° des internats annexés aux établissements scolaires ou universitaires ou qui en dépendent;

3° des homes de la protection de la jeunesse et des structures résidentielles qui hébergent de manière durable des mineurs d'âge, en séjour de jour et de nuit, et qui sont reconnus par l'autorité compétente dans le cadre de la législation relative à la protection de la jeunesse ou à l'assistance spéciale à la jeunesse;

4° des maisons d'accueil qui hébergent en séjour de jour et de nuit des sans-abri et des personnes en difficulté et qui sont reconnues par l'autorité compétente;

B) aux travaux immobiliers au sens de l'article 19, § 2, alinéa 2 du Code, à l'exclusion du nettoyage et autres opérations énumérées à la rubrique XXXI, § 3, 3° à 6° du tableau A, effectués aux logements privés et aux complexes d'habitation visés sous A et fournis et facturés aux personnes de droit public ou de droit privé visées sous A par une personne qui, au moment de la conclusion du contrat d'entreprise, est enregistrée comme entrepreneur indépendant conformément aux articles 400 et 401 du Code des impôts sur les revenus 1992;

C) à la location-financement d'immeubles ou au leasing immobilier au sens de l'article 44, § 3, 2°, b du Code, portant sur des logements privés et complexes d'habitation visés sous A, lorsque le preneur de leasing est une personne de droit public ou de droit privé visée sous A.

§ 2. Le taux réduit de 6 % n'est en aucune façon applicable :

1° aux travaux et autres opérations de nature immobilière qui ne sont pas affectés au logement proprement dit, tels que les travaux de culture ou jardinage et les travaux de clôture;

2° aux travaux et autres opérations de nature immobilière, qui ont pour objet tout ou partie des éléments constitutifs de piscines, saunas, mini-golfs, courts de tennis et installations similaires.

Art. 3

La rubrique X du tableau B de la même annexe est abrogée.

18 mars 1994.

reerd aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen die beheren :

1° verblijfsinrichtingen voor bejaarden die door de bevoegde overheid zijn erkend in het kader van de wetgeving inzake bejaardenzorg;

2° internaten die zijn toegevoegd aan scholen of universiteiten of die ervan afhangen;

3° jeugdbeschermingstehuizen en residentiële voorzieningen die op duurzame wijze, in dag- en nachtverblijf, minderjarigen huisvesten en die erkend zijn door de bevoegde overheid in het kader van de wetgeving op de jeugdbescherming of de bijzondere jeugdbijstand;

4° opvangtehuizen die in dag- en nachtverblijf thuislozen en personen in moeilijkheden huisvesten en die erkend zijn door de bevoegde overheid;

B) werk in onroerende staat in de zin van artikel 19, § 2, tweede lid van het Wetboek, met uitsluiting van het reinigen, en de andere handelingen opgesomd in rubriek XXXI, § 3, 3° tot 6° van tabel A, met betrekking tot de onder A genoemde privé-woningen en woningcomplexen, mits die worden verstrekt en gefactureerd door een persoon die op het tijdstip van het sluiten van het aannemingscontract geregistreerd is als zelfstandige aannemer, overeenkomstig de artikelen 400 en 401 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 aan de onder A genoemde publiekrechtelijke en privaatrechtelijke personen;

C) de in artikel 44, § 3, 2°, b van het Wetboek bedoelde onroerende financieringshuur of onroerende leasing die betrekking heeft op de onder A bedoelde privé-woningen en woningcomplexen wanneer de leasingnemer een onder A genoemde publiekrechtelijke of privaatrechtelijke persoon is.

§ 2. Het verlaagd tarief van 6 % is in geen geval van toepassing op :

1° werk in onroerende staat en de andere onroerende handelingen die geen betrekking hebben op de eigenlijke woning, zoals bebouwingswerkzaamheden, tuinaanleg en oprichten van afsluitingen;

2° werk in onroerende staat en andere onroerende handelingen die tot voorwerp hebben de bestanddelen van zwembaden, sauna's, midget-golfbanen, tennisterreinen en dergelijke installaties.

Art. 3

Rubriek X van tabel B van dezelfde bijlage wordt opgeheven.

18 maart 1994.

M. CORDEEL